

Develop'

Le Journal de Louvain Coopération

**CES FEMMES
QUI SE TIENNENT
DEBOUT**

 **LOUVAIN
COOPERATION**
UNIVERSITAIRE & SOLIDAIRE

Une approche transversale et contextualisée du genre

L'approche genre dans le développement est souvent confondue avec la seule intégration des femmes dans des projets, sans repenser les rapports de domination. Certains vont même jusqu'à justifier cette intégration des femmes par la nécessité de renforcer l'efficacité des projets, et non pour un principe d'égalité de dignité entre les personnes. L'approche genre souffre aussi d'être considérée comme une méthode, une recette « unique », qui permettrait d'englober hommes et femmes dans une dynamique de développement. Comme si la question du genre était une méthodologie et qu'un contexte social pouvait être équivalent à un autre.

C'est pourquoi Louvain Coopération s'est efforcée de développer une approche transversale et contextualisée du genre. En mettant d'abord en place une enquête au sein de toutes les zones d'intervention afin de connaître les pratiques et d'analyser les efforts accomplis dans les précédents programmes. Cette enquête a été étoffée par des travaux de stagiaires et de mémorantes ainsi que par les échanges fournis au sein de la Communauté d'apprentissage genre. Vous découvrirez ces sujets dans les pages qui suivent.

L'approche genre de Louvain Coopération prend aujourd'hui appui sur les savoirs expérimentaux et scientifiques de toutes les zones d'intervention de l'ONG. Tout en défendant les droits humains, Louvain Coopération ne souhaite pas transférer des « recettes » d'une région ou d'un pays à un autre, les contextes socio-économiques et politiques des régions d'intervention ne sont pas que des cadres pour l'action, ils la déterminent également.

Bonne lecture !

Stéphanie Merle,
Référente genre pour
Louvain Coopération



Ensemble, pour

Louvain Coopération et ses partenaires mettent en place de nombreuses actions visant, directement ou indirectement, l'égalité entre femmes et hommes. À l'aube de notre nouveau programme quinquennal, il était essentiel d'interroger la diversité des approches choisies par ces projets, leur contextualisation, les

CAMBODGE

GIULIANA ZEGARRA,
RESPONSABLE PROGRAMMES
AU CAMBODGE

Au Cambodge, les femmes sont soutenues pour s'engager dans des pratiques agricoles durables et des activités entrepreneuriales. Par exemple, après avoir rejoint un groupe d'épargne, elles accèdent à davantage de biens et services et peuvent alors assumer un rôle plus important au sein de leur famille. Plusieurs femmes ont même initié leur propre groupe d'agricultrices pour discuter des questions communautaires, mais également des aspects de santé et de bien-être. Notre programme vise également à améliorer l'accès à des services de santé complets pour les maladies non transmissibles, en particulier pour la santé mentale. Dans ce cadre, les travailleurs sociaux forment les femmes à fournir une éducation et des références en matière de santé mentale. Elles sont considérées comme des partenaires, servant de lien entre leur propre communauté et le système de santé publique. Elles jouent également un rôle actif dans les campagnes de sensibilisation à la santé, visant à prévenir le diabète et d'autres maladies non transmissibles. Notre approche du genre considère les femmes comme des agents humains de changement, à travers des actions qui leur offrent un plus grand contrôle sur leur vie.

BOLIVIE

ANDREA RAMIREZ,
RESPONSABLE PROGRAMMES
EN BOLIVIE

Au sein de notre communauté d'apprentissage, je me suis penchée plus spécifiquement sur l'intersectionnalité (concept visant à révéler la pluralité des discriminations) dans la violence basée sur le genre. Lorsqu'elle interagit avec d'autres formes d'exclusions basées sur l'origine, le statut socio-économique, l'âge, ... les effets s'accumulent et façonnent leur sentiment de pouvoir, de résilience et leur position dans la vie sociale et économique. Notre programme d'appui aux systèmes de santé en Bolivie prend donc en compte les multiples formes de marginalisation auxquelles sont confrontées les femmes. Il vise à améliorer la manière dont les services de prévention et de réponse aux violences sont organisés. Nous visons également des changements plus profonds en intégrant à nos programmes les garçons et les hommes. Notre travail auprès du système éducatif vise à déconstruire les stéréotypes entourant cette problématique et à co-construire de nouvelles masculinités et féminités.



apprendre le genre

méthodologies utilisées ainsi que, bien entendu, les objectifs de transformation sociétale visés.

Pour y parvenir, les membres de nos équipes, au Nord comme aux Suds, se sont rassemblés au sein d'une communauté d'apprentissage sur l'approche genre. Celle-ci permet d'échanger les savoirs et les

expériences et de créer des apprentissages communs, afin d'agir avec discernement, engagement et innovation.

Dans ce Devlop' qui met les femmes en lumière, donnons la parole à quelques membres de cette communauté.

RDC

OLIVIER MATUMAINI,
RESPONSABLE PROJETS SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE ET ÉCONOMIQUE EN RDC

Dans les milieux ruraux du Sud-Kivu, les femmes sont visiblement présentes dans l'agriculture, qui reste malheureusement une agriculture de subsistance. Le travail que nous menons à leurs côtés a amené une partie d'entre elles à devenir des petites productrices et ainsi à réduire leur vulnérabilité. Cela est particulièrement vrai pour les femmes membres des Mutuelles de solidarité (MUSO). 75% des membres des MUSO que nous accompagnons sont des femmes. Elles se sont appropriées les activités et la philosophie du projet et sont actives dans plusieurs domaines (production agricole, entrepreneuriale, environnement, alphabétisation...). Notons également que 61% des micro-entrepreneurs que nous accompagnons et 95% des apprenants en alphabétisation sont des femmes ! En soutenant les femmes dans le développement d'activités économiques et de compétences de leadership, nous avons permis leur renforcement économique, leur prise de responsabilité dans les décisions des communautés et le rééquilibrage des tâches au sein du foyer.

BURUNDI

FÉLIX MBANYANKINDAGIYE,
ASSISTANT TECHNIQUE EN CHARGE
DES MUTUELLES DE SANTÉ
AU BURUNDI

Au sein des Mutuelles de santé communautaires (MUSA) au Burundi, nous travaillons avec les femmes pour renforcer leur autonomie et leur protection sociale. Les animateurs communautaires, les membres des organes et les gestionnaires des MUSA sont formés en techniques d'animation pour contribuer à l'enrôlement des membres de la communauté. Les femmes mutualistes sont sensibilisées à la prise de parole en public et encouragées à participer à la prise de décisions et à être représentées au sein des mutuelles. Organisées au sein de tontines ou d'associations filières, elles peuvent recevoir un soutien financier externe pour mettre en place leur propre activité économique et par là développer plus d'autonomie financière.

MADAGASCAR

HAJA RAMANANTSIONINA,
RESPONSABLE DE PROGRAMMES
À MADAGASCAR

À Madagascar, on remarque une plus grande implication des femmes (66% des membres) dans les Groupes d'Épargne Solidaire (GES). Grâce aux crédits obtenus auprès de leur groupe, elles peuvent mettre en oeuvre de petites activités économiques, contribuant ainsi à diversifier les sources de revenus du ménage et, par la même occasion, à renforcer leur autonomie financière. Par ailleurs, en 2021, 127 femmes productrices d'arachide se sont organisées pour stocker leurs produits et ne les ont vendus que lorsque les prix étaient plus profitables, jusqu'à plus de 200% du prix à la récolte, après 2 à 3 mois d'attente. Le fait que ces femmes soient aussi membres de GES, leur a permis de subvenir à leurs besoins durant cette période d'attente, en bénéficiant de l'avance de trésorerie de leur groupe respectif.



L'amélioration du statut et de l'autonomie des femmes est un objectif essentiel pour Louvain Coopération. Nos motivations sont doubles : gommer les injustices dont elles sont victimes et améliorer, à travers elles, la situation socio-économique de leur famille, de leur communauté. En effet, l'expérience nous montre que lorsqu'une femme reçoit un appui, de quelque nature qu'il soit, elle en fait toujours profiter son entourage, formant autour d'elle un cercle vertueux. Nos projets touchant les femmes sont nombreux. Celles qui les ont vécus nous racontent...

RDC

Scolastique Caboy

« Avant, j'étais inactive. Ma vie dépendait entièrement de mon mari. Sans son apport, nous ne pouvions pas manger. Et je ne savais pas qu'une femme pouvait aussi devenir productrice. En adhérant à ma Mutuelle de solidarité (MUSO), j'ai compris que je pouvais changer ma vie, la prendre en main. J'ai reçu plusieurs formations en agriculture et, grâce à l'argent emprunté à ma MUSO, j'ai acheté quelques animaux d'élevage. Désormais, je cultive tous mes champs et les récoltes sont bonnes. Ma famille mange à sa faim et nous avons pu améliorer notre logement : nous avons construit une belle maison en planches, avec un toit en tôle et un sol cimenté.

Avant, j'étais sous-estimée et non reconnue, même dans mon village, inutile donc. Aujourd'hui, je suis mieux considérée dans mon foyer. Avec mon mari, nous formons une équipe. Ces changements, je les raconte à d'autres femmes qui se sous-estiment. Je les sensibilise à l'importance de l'agriculture, de l'élevage et je les pousse à adhérer à une MUSO. Je les emmène sur mes champs, les accompagne et leur transmets les techniques agricoles que j'ai apprises de Louvain Coopération afin de les aider à améliorer leurs conditions de vie. »



Au Sud-Kivu (RDC), nous aidons les personnes qui le souhaitent à s'organiser au sein de Mutuelles de solidarité (MUSO). Ensemble, les membres épargnent et se prêtent de l'argent pour développer de petits projets économiques. Ils reçoivent également des formations techniques en agriculture afin d'améliorer leurs récoltes. De nombreuses femmes adhèrent à ces MUSO (2.387 en 2021, soit 75% des membres). Cela leur apporte une plus grande autonomie financière, le développement de leur esprit entrepreneurial, mais aussi une amélioration de leur statut social.

RDC

Rachel

« Quand j'étais plus jeune, j'avais un ami avec qui on s'est fiancés. Pendant toute cette période des fiançailles, je l'aimais et je pensais qu'il allait m'épouser. À un moment, il m'a demandé de confirmer nos engagements par un acte sexuel. J'ai accepté et je me suis retrouvée enceinte. Quand je lui en ai parlé, il a voulu que j'avorte, mais j'ai refusé et il est parti.

Je suis restée dans ma famille, mais quand ils ont réalisé que j'étais enceinte, ils m'ont chassée. J'ai dû partir vivre chez un membre de ma famille éloignée. J'ai accouché là-bas. La vie était difficile avec mon bébé. Je me posais mille et une questions : comment le faire grandir dans cette situation ? Je ne trouvais pas de réponse.

J'étais jeune, mais déjà très déçue par la vie. Mes parents m'avaient délaissée, mes amis aussi. Je n'étais plus considérée dans la société. J'étais vraiment dépassée et j'ai pensé à mettre fin à mes jours.

En recevant les conseils de CAMPS (partenaire local de Louvain Coopération), je me suis retrouvée, rétablie. J'ai compris que, même si c'était compliqué, ce n'était pas la fin. Il fallait toujours se considérer comme une personne humaine. On a formé un groupe de filles comme moi et on se voit toujours une fois par semaine, avec des conseillers. Mon souhait, maintenant est de travailler pour pouvoir me prendre en charge. Le plus grand problème, pour moi et les autres femmes, ce sont les difficultés financières. »

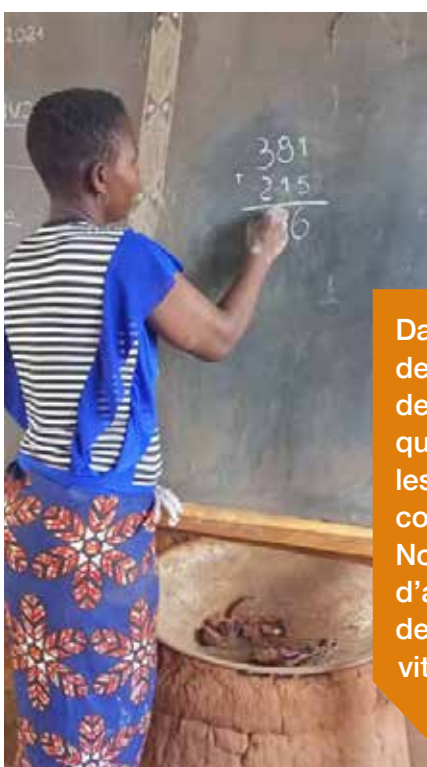
En RDC, nous mettons en place des groupes de soutien pour les femmes en détresse psychologique. Les jeunes femmes qui ont eu un enfant hors mariage, mises au ban de la société, y sont notamment prises en charge. Ensemble, elles discutent de leurs difficultés, reçoivent des conseils et se reconstruisent. Celles qui le souhaitent sont également soutenues dans le développement de petites activités économiques afin de percevoir un revenu et ainsi subvenir aux besoins de leurs enfants.





BÉNIN

Christiane Dangbla



« Je suis membre du comité de contrôle de la coopérative de manioc Madokpon dans la commune de Houéyogbé. Avant, je ne savais ni lire, ni écrire dans ma langue maternelle. Je devais faire des contrôles dans notre coopérative, mais j'étais incapable de prendre des notes. Avec l'arrivée des cours d'alphabétisation il y a 3 ans, je sais désormais lire, écrire et calculer dans ma langue. Je suis capable de faire le point sur les achats et ventes, prendre note lors de nos réunions, passer des appels téléphoniques, et je sais aussi lire l'heure maintenant. Ce projet a amené un changement positif dans ma vie, pour moi, ma famille et ma coopérative ! »

Dans le sud du Bénin, nous appuyons des coopératives de transformation de manioc, essentiellement composées de femmes. En entamant ce projet, nous avons vite réalisé que les postes clés des coopératives étaient détenus par les quelques hommes membres car ces derniers étaient, contrairement à la majorité des femmes, alphabétisés. Nous avons donc décidé d'associer à ce projet des cours d'alphabétisation. Ces formations ont lieu au sein même des coopératives et leur contenu est directement lié à l'activité économique de ces femmes, afin que les acquis soient directement bénéfiques.

MADAGASCAR

Hasmine

« J'ai 28 ans et je suis mère célibataire. Depuis quelques temps, je fais partie d'un groupement d'épargne solidaire (GES), qui m'a permis de développer mon petit commerce. En empruntant un peu d'argent à mon groupe, j'ai pu agrandir et améliorer mon magasin. Auparavant, ce local était en paille et en terre cuite. L'emprunt m'a permis de le réhabiliter en planches et de remplacer la toiture par de la tôle pour se protéger des pluies. Ces changements m'ont permis de développer mon activité et je peux désormais mieux prendre mes enfants en charge. À l'avenir, j'envisage d'investir dans le commerce de riz et de légumes secs pour diversifier les marchandises dans mon épicerie, mais il me manque encore des fonds pour y parvenir. J'espère encore obtenir de l'aide de mon groupement. Et c'est aussi au sein du GES que je garde mes épargnes pour subvenir aux besoins de mes enfants. »

À Madagascar, nous organisons des groupements d'épargne solidaire. Leurs membres, dont 63 % sont des femmes, épargnent ensemble et se prêtent de l'argent afin de développer des activités rémunératrices et de pouvoir faire face aux besoins de leur famille.



CAMBODGE

Seth Lem

« Depuis 2019, je suis membre d'un groupe d'entraide. J'ai ainsi reçu plusieurs formations techniques en agriculture et élevage, mais aussi du matériel comme des semences de légumes ou des alevins. La mise en pratique de ces connaissances a donné de bons résultats, avec moins d'utilisation d'engrais chimiques. Au lieu de les acheter, j'utilise mes propres légumes de mon jardin et je consomme du poisson et du poulet de ma production. Dans le passé, je dépendais entièrement des revenus du travail de mon mari et de ma petite entreprise qui me procurait un maigre revenu. Aujourd'hui, j'arrive à générer plus de revenus. Ce n'est pas une grosse somme d'argent, mais elle peut aider à faire face à certaines dépenses comme garder mon enfant à l'école. Je voudrais dire aux autres femmes qu'elles ne devraient pas trop compter sur l'argent de leur mari. En tant que femmes, nous ne sommes pas très indépendantes de nos maris, mais nous pouvons compter sur nous-mêmes. Si nous nous engageons envers nous-mêmes, nous pouvons obtenir un revenu supplémentaire en plus du salaire de nos maris. »



Au Cambodge, nous organisons des groupes d'entraide au sein desquels les membres reçoivent formations techniques et petit matériel en vue de lancer une activité économique. Des conseils en agriculture durable leur sont également prodigués pour améliorer leur production et l'alimentation de leur famille.



Retrouvez d'autres témoignages de femmes sur notre site web : www.louvaincooperation.org

Des étudiantes planchent sur le genre

Chaque année, notre équipe accueille de nombreux stagiaires, mémorants, chercheurs... qui s'intéressent à nos projets. C'est donc tout naturellement que nous avons fait appel à ce vivier de motivations et de savoirs pour nous aider à analyser et construire notre approche du genre et nos actions visant plus particulièrement les femmes. Trois étudiantes ont répondu à notre appel. Elles nous font part de leur expérience.

Aminata Cissé,
étudiante en Master sciences politiques orientation relations internationales à l'université Sorbonne Paris Nord (France).

Pourquoi avoir choisi de faire ton stage chez LC ?

J'ai réalisé un stage de trois mois durant ma 3ème année de Bachelier en Coopération internationale (HEP Namur) à LC. La thématique du genre et de l'empowerment des femmes m'intéressait, et il s'est trouvé que l'ONG voulait renforcer cet aspect au sein de ses projets.

Quel était l'objet de ton stage ?

J'ai travaillé sur la prise en compte du genre dans l'insertion socioprofessionnelle des enfants en situation de rue (ESDR) à Kinshasa (RDC).

Que t'ont appris tes recherches ?

Il en est ressorti que les relations de genre telles que comprises et adoptées en Occident ne peuvent pas être transposées comme telles dans les sociétés africaines car les réalités ne sont pas les mêmes. La prise en compte du genre dans ce projet était superficielle et rencontrait des difficultés du fait que les sociétés restent encore fortement patriarcales. La gent féminine est reléguée au second plan dans les activités économiques et/ou orientée vers les secteurs précaires mais aussi n'est pas toujours la bienvenue dans les rôles politiques et de prise de décisions au sein de la société.



“
Les relations de genre telles que comprises en Occident ne peuvent pas être transposées comme telles dans les sociétés africaines.
”

Quels seraient selon toi les éléments à améliorer pour que cette dimension genre soit mieux prise en compte ?

D'abord il faudrait que les réalités sociales et les représentations de genre en vigueur dans les sociétés soient prises en compte. Ensuite impliquer davantage les hommes dans les campagnes de sensibilisation (masculinité

positive), parce que les impliquer c'est leur faire prendre conscience de l'importance de l'autonomisation de la femme et des retombées positives dans la société en général et pour le couple en particulier. Leur faire comprendre que ce n'est pas une guerre des femmes contre les hommes mais plutôt une lutte pour de meilleures conditions de vie indépendamment du sexe. Et enfin, amener l'Etat (lobbys) à mettre en place des politiques en faveur de l'éducation gratuite et de l'inclusion de toutes les couches de la société afin de mettre fin aux inégalités d'accès à l'éducation qui pénalisent les filles.

De manière plus générale, as-tu ressenti chez LC une volonté de prendre en compte l'aspect genre dans ses projets ?

Oui clairement. Le fait que l'ONG mette en place un département axé sur la question du genre et sa prise en compte dans ses différents projets le prouve. Également parce que LC travaille en synergie avec d'autres organisations afin de mobiliser les bonnes pratiques et partager les expériences sur cette question.

Que retiendras-tu de ce stage ?

Il a été pour moi une belle expérience malgré son déroulement exceptionnel (confinement). Il m'a permis de développer une certaine autonomie de travail et d'en apprendre davantage sur le genre, les conditions de vie des ESDR particulièrement à Kinshasa.

Je sors de ce stage spécialement intéressée et motivée de continuer à m'instruire sur la question du Genre et pourquoi pas m'orienter vers une spécialisation en études de genre à la fin de mon Master actuel.



Retrouvez sur notre site internet les témoignages de Frédérique Arnould et Joséphine Angé, qui ont également travaillé ces questions.
www.louvaincooperation.org



Les campus en action pour des systèmes alimentaires plus durables

Permettre aux étudiants de comprendre les impacts de leurs choix alimentaires. Voilà l'objectif poursuivi par « Campus en action » à Louvain-la-Neuve, Bruxelles, Gembloix, Namur et Liège via le consortium d'ONG universitaires, Uni4Coop, en collaboration avec l'UMons.

Le système alimentaire mondial est aujourd'hui très complexe, composé d'échanges parfois ahurissants en termes d'impacts humains et écologiques. L'effet papillon qu'entraînent nos choix alimentaires est souvent difficilement perceptible : quel sera l'impact sur les mangroves malgaches si j'achète ces belles crevettes ? Comment ont été traitées les personnes qui ont cueilli le cacao présent dans mon brownie...

Notre équipe d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire et ses acolytes des autres campus francophones ont souhaité, via l'initiative « Campus en action », armer les étudiants pour qu'ils comprennent l'impact de leurs choix et qu'ils intègrent dans leur quotidien des actions individuelles et collectives en faveur d'un monde plus juste, durable et solidaire.

La première étape a consisté en un week-end résidentiel interuniversitaire de formation, au cours duquel les participants ont pu rencontrer et échanger avec des experts et d'autres étudiants afin de créer des outils visant à sensibiliser et à promouvoir la solidarité internationale sur leur propre campus. Plusieurs animations en sont donc nées.



LOUVAIN-LA-NEUVE

Les étudiants de l'UCLouvain ont repris le célèbre meme « Change My Mind » pour sensibiliser les passants de la GrandPlace de Louvain-la-Neuve. Le principe est de s'asseoir dans la rue, avec une table et une banderole clamant une idée controversée voire polémique. Au bas de la banderole, se trouve l'inscription « Change My Mind ». Les passants peuvent alors s'approcher et débattre avec l'auteur de la phrase. Les étudiants ont choisi la phrase « Le système agricole actuel est le seul pour nourrir 8 milliards de personnes », afin de créer le débat autour d'alternatives possibles en matière d'agriculture durable. Partir de contre-arguments est une idée originale qui pousse les citoyens à développer davantage leur argumentaire.

Les participants avaient droit à une crêpe bio faite par les étudiants !

GEMBLoux

Les étudiants ont mis en place une double activité. D'une part, ils se baladent sur le campus, armés d'un grand support blanc et d'une palette de couleurs, et ils invitent leurs acolytes à y peindre un élément, en lien avec nos systèmes alimentaires, qu'ils désirent pour le monde de demain. Pendant qu'ils peignent, le groupe étudiant entame une discussion sur la Politique Agricole Commune de l'UE et les questions qu'ils se posent à ce sujet. Dans un deuxième temps, les étudiants proposent aux passants de tourner une roue qu'ils ont créée pour déterminer une catégorie de questions à propos des systèmes alimentaires (biodiversité, PAC, etc.). Les questions et réponses sont ensuite soumises aux passants.



Plusieurs entreprises privées ont décidé de s'investir aux côtés de Louvain Coopération. Lotus Bakeries est l'une d'entre elles. **William Du Pré**, Corporate Director, nous parle de cet engagement.



Lorsqu'une entreprise souhaite rendre quelque chose à la société par le biais d'organisations caritatives, les opportunités ne manquent généralement pas. Lotus Bakeries reçoit des demandes quotidiennes pour soutenir des œuvres caritatives.

Nous avons évidemment dû faire des choix, pour éviter la fragmentation budgétaire et ainsi soutenir un nombre limité d'initiatives de manière plus impactante.

Entrepreneurs pour entrepreneurs (OVO - asbl qui met en contact des entreprises et des ONG, partenaire de Louvain Coopération) fait partie des projets que nous accompagnons depuis plus de 10 ans. Dans le passé, le choix des projets était toujours lié à la promotion de l'entrepreneuriat et du secteur alimentaire dans le Sud.

Depuis lors, nous avons pris la décision d'être encore plus précis dans l'objectif du soutien. C'est pourquoi nous avons créé une « Fondation pour l'éducation ». Nous pensons qu'il est important d'investir et de soutenir une

éducation de qualité. Offrir une éducation de qualité aux enfants est la clé pour développer leurs talents et élargir leurs perspectives d'avenir.

L'idéal est d'accompagner les enfants pour leur fournir une éducation de qualité le plus tôt possible. Cependant, nous ne pouvons pas ignorer le fait que les adultes ont également besoin d'être formés pour être mieux armés dans la société, pour être plus affirmés, pour être plus indépendants.

Dans ce cadre, le projet de Louvain Coopération « L'alphabétisation des femmes comme arme pour leur émancipation » que nous a présenté OVO nous a semblé en parfaite adéquation avec les besoins de certains adultes. Il a été lancé en République démocratique du Congo et au Bénin et nous y sommes engagés.

Un engagement à long terme est nécessaire pour donner à un projet de bonnes chances de succès. Avec un engagement chez OVO, vous pouvez compter sur des rapports transparents sur des résultats qualitatifs et quantitatifs !

GRÂCE À VOTRE SOUTIEN, EN 2021, NOUS AVONS...

MADAGASCAR ET RDC

850 futures mamans ont été suivies et ont accouché en sécurité.



TOGO

120 étuveuses de riz ont reçu des machines pour rendre leur travail plus écologique et moins pénible. Elles ont été formées à leur utilisation.



BÉNIN

130 femmes ont pu suivre des cours d'alphabétisation.



RDC

500 enfants congolais en situation de rue sont désormais logés et nourris ; 270 reçoivent des soins médicaux, un suivi psychologique et des formations scolaires ; une équipe de secours mobile est financée pour les deux années à venir, afin de secourir les enfants qui en ont besoin.



CAMBODGE

350 familles touchées par les inondations au Cambodge ont reçu diverses semences de riz et de légumes et 120 agriculteurs ont reçu une formation en agroécologie afin de diversifier leurs cultures.



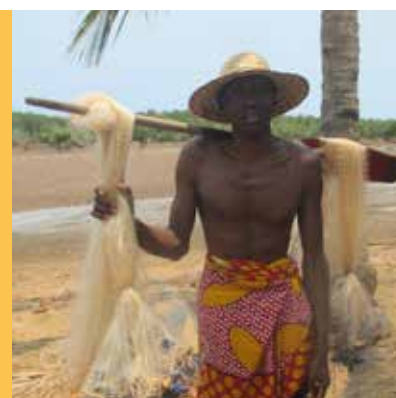
60 entrepreneurs, femmes et hommes, ont reçu les formations et le matériel nécessaire pour lancer une petite activité économique.



160 soignants ont été formés à la prise en charge du diabète et 90 patients ont bénéficié de soins. Notons que la campagne 1+1 en collaboration avec l'UCLouvain se poursuit jusqu'en juillet 2022.



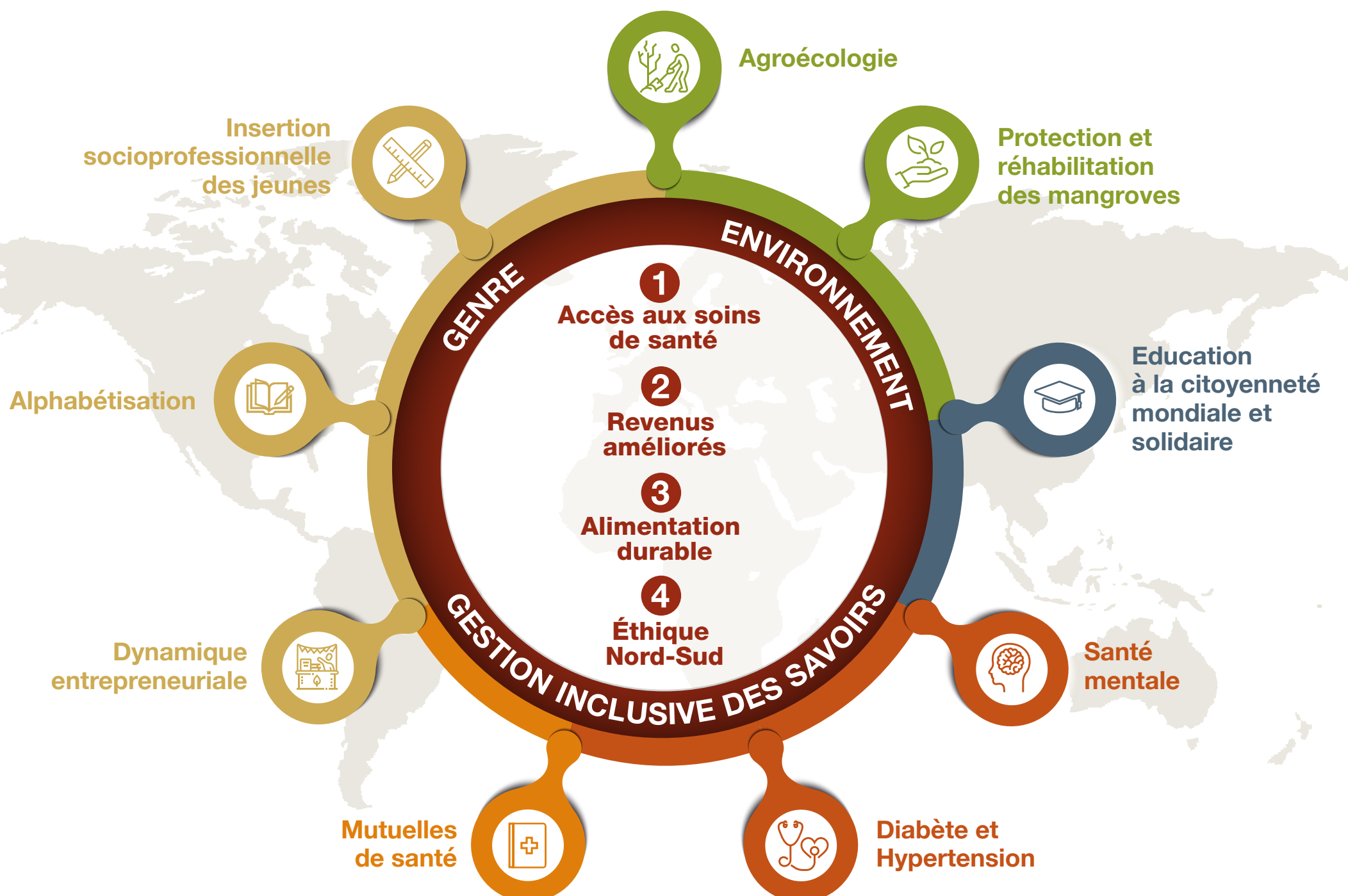
400 bénéficiaires de différents pays ont été formés pour une prise en compte systématique de l'environnement dans la construction de leur activité économique.



Les ingrédients de notre nouveau programme

Cette année démarre notre nouveau programme de cinq ans, financé par la coopération belge au développement. En voici les principaux ingrédients.

Notre nouveau programme quinquennal s'inscrit dans la prolongation du précédent mais avec une attention plus particulière portée à l'environnement et au genre. La gestion inclusive des savoirs, qui consiste à documenter nos actions, partager nos acquis et en construire de nouveaux avec l'aide d'universités du Nord et des Suds sera, elle aussi renforcée. Ces actions, nous les mènerons dans 9 pays, à savoir la Belgique, le Bénin, le Togo, la RDC, le Burundi, Madagascar, la Bolivie, le Pérou et le Cambodge.



Notre équipe a été renforcée par plusieurs nouveaux membres ces derniers mois. Des personnes douées et motivées, que nous avons envie de vous présenter...

Florence Schinckus,
Chargée de Programmes Sud



MON PARCOURS :

Juriste de formation, j'ai exercé le métier d'avocate durant 7 ans au Barreau de Liège avant de me réorienter, en 2009, vers l'humanitaire (avec MSF) et la coopération au développement (avec Avocats Sans Frontières) en RDC et au Niger. J'ai ensuite travaillé plusieurs années dans le domaine de l'accès aux droits dans les Antilles-Guyane, avant de revenir en Belgique où j'ai occupé différentes fonctions dans le secteur privé et associatif.

Lorsque, en 2020, LC a ouvert le poste de Chargée des Programmes Sud, j'y ai vu l'occasion idéale de travailler à nouveau à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables du Sud, et ce à travers une approche universitaire.

MON RÔLE :

Au quotidien, mon travail consiste à faire le suivi des projets menés par LC dans les actuels 7 pays d'intervention (Bolivie, Cambodge, Bénin, Togo,

RDC, Burundi, Madagascar), en collaboration avec les équipes LC chargées de la mise en œuvre sur le terrain.

En amont de ce suivi, mon rôle est aussi d'appuyer les équipes terrain à identifier les besoins, développer de nouveaux projets en collaboration avec des partenaires locaux, et obtenir les financements nécessaires.

Mon objectif final est de m'assurer que les projets apportent un impact réel et durable auprès des populations et que ces projets atteignent donc les résultats attendus.

MON SOUHAIT :

Mon plus grand souhait est de participer et de voir se réaliser un changement au niveau sociétal, en dépassant l'impact local, qui serait de nature à améliorer les conditions de vie des populations d'un point de vue global (autant environnemental qu'économique et social).

**Joëlle Sandrina
Tata Nirina,**
Responsable domaine Santé
à Madagascar



MON PARCOURS :

Je suis médecin généraliste, avec un master en santé publique en cours. J'ai travaillé pendant 8 ans dans le domaine de la santé communautaire au sein de différentes ONG, en appui principalement au ministère de la Santé Publique et pour des activités de lutte contre la mortalité maternelle et infantile.

J'ai rejoint l'équipe de LC en août 2021 car les domaines d'intervention de l'ONG m'intéressent beaucoup et que l'équipe est super et dynamique.

MON RÔLE :

Il consiste à gérer et à appuyer nos partenaires locaux, techniquement ou pour tout autre soutien dont ils ont besoin pour réaliser les projets. Je fais aussi la liaison entre LC et les autres acteurs concernés par la mise en œuvre des projets.

Par ailleurs, je coordonne le suivi (cohérence, pertinence) des activités de nos partenaires et les plans de travail proposés ainsi que la programmation et l'évaluation continue des projets. Je participe aussi à l'identification de nouveaux projets et nouveaux partenaires dans le domaine de la santé.

MON SOUHAIT :

Je voudrais apporter mon expérience pour contribuer à planifier de meilleures approches pour le développement de la santé dans mon pays.

Jacques Ametepe,
Directeur Régional
Afrique de l'Ouest



MON PARCOURS :

Je suis gestionnaire de formation. Après avoir passé environ 3 ans dans un cabinet d'expertise comptable, j'ai intégré l'équipe de LC à Cotonou en mai 2006, en qualité de Responsable Administratif et Financier (RAF). Une fonction que j'ai assumée pendant 15 années, avant de devenir Directeur Régional Afrique de l'Ouest en juin 2021.

J'ai choisi de rejoindre Louvain Coopération et d'y poursuivre ma carrière en raison de sa mission, sa vision et des valeurs qu'elle prône qui correspondent parfaitement aux miennes.

MON RÔLE :

Mon travail courant consiste à gérer les ressources humaines, matérielles et financières ; à superviser, suivre et accompagner la mise en œuvre des programmes ; à superviser et préparer les budgets et suivre les finances en collaboration avec le RAF ; à rechercher des financements locaux et à représenter officiellement LC au Bénin et au Togo.

MON SOUHAIT :

Contribuer davantage au développement des populations les plus marginalisées ; car développer, c'est libérer.

ETUDIANT SOLIDAIRE
LOUVAIN COOPERATION

SAVE THE DATE

APÉRO SOLIDAIRE

Apéro Solidaire
05/05

Le 05 mai prochain, les Étudiants Solidaires sont conviés à notre Apéro Solidaire, pour se réunir et refaire le monde ensemble autour d'un verre.

→ PLUS D'INFOS SUIVRONT SUR NOTRE SITE : www.louvaincooperation.org

Inscription au programme Étudiant Solidaire

De juin à octobre, les étudiants de l'UCLouvain peuvent s'inscrire à Étudiant Solidaire, un programme qui soutient et accompagne celles et ceux qui souhaitent devenir des acteurs d'une solidarité durable et responsable.

→ POUR S'INSCRIRE, IL SUFFIT DE COCHER LA CASE « ETUDIANT SOLIDAIRE » DANS LE FORMULAIRE D'INSCRIPTION DE L'UCLouvain OU DE COMPLÉTER LE FORMULAIRE SUR NOTRE SITE WEB : www.etudiantsolidaire.be



Un concours photo célébrant la solidarité
11/03 > 11/04

Du 11 mars au 11 avril, Louvain Coopération organise un concours photo ouvert à tous les étudiants de l'UCLouvain sur le thème de la solidarité. Nous souhaitons célébrer ces étudiants qui s'engagent, régulièrement ou ponctuellement, pour un monde plus juste et durable.

→ PLUS D'INFOS SUIVRONT SUR NOTRE SITE : www.louvaincooperation.org



Il n'est jamais trop tôt pour penser à sa succession. En Belgique, les outils sont nombreux mais souvent méconnus. En faisant un legs à Louvain Coopération, vous faites un geste pour vos proches mais, surtout, vous laissez derrière vous une trace indélébile. Saviez-vous que l'avantage fiscal du legs en duo peut être considérable ? Vos héritiers paieront moins de droits de succession étant donné que l'association les prendra à sa charge.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à consulter votre notaire ou à contacter Louvain Coopération : pmiller@louvaincooperation.org ou 010 390 304

Louvain Coopération organise une table ronde, sans engagement, sur les legs au mois de juin. Plus d'informations suivront sur notre site web : www.louvaincooperation.org

Vous m'avez lu et trouvé intéressant ?
Ne me jetez pas !

Faites connaître Louvain Coopération en m'offrant à une amie, un voisin... ou laissez-moi dans un endroit de passage, le train ou une salle d'attente. Grâce à vous, Louvain Coopération pourra encore agir auprès de nombreuses populations.

MERCI

"RIEN
SANS
LES FEMMES"

“

Avant, j'étais inactive. Ma vie dépendait entièrement de mon mari. Sans son apport, nous ne pouvions pas manger. En adhérant à ma Mutuelle de solidarité (MUSO), j'ai compris que je pouvais changer ma vie, la prendre en main. J'ai reçu plusieurs formations en agriculture et, grâce à l'argent emprunté à ma MUSO, j'ai acheté quelques animaux d'élevage. Désormais, je cultive tous mes champs et les récoltes sont bonnes. Ma famille mange à sa faim et nous avons pu améliorer notre logement. Ces changements, je les raconte à d'autres femmes qui se sous-estiment. Je leur transmets les techniques agricoles que j'ai apprises de Louvain Coopération afin de les aider à améliorer leurs conditions de vie.

”

SCOLASTIQUE CABOYE,
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

**Pour soutenir ces femmes qui se tiennent debout,
Faites un don à Louvain Coopération
BE28 7323 3319 1920**

DE TOUT COEUR MERCI !